



## **DERRIERE LA LAÏCITE, L'IDENTITE AU CŒUR DES FRACTURES DE LA GAUCHE FRANÇAISE**

Nathanaël Uhl

Mars 2018

11.000 signes

*Depuis deux ans, bon an mal an, la laïcité est présentée comme la nouvelle ligne de fracture au sein de la gauche française. Passée l'onde de choc des attentats contre Charlie hebdo en janvier 2015 puis le deuxième trauma qu'ont représenté les attaques de novembre 2015, la réponse politique à apporter au djihadisme radical a exacerbé les débats entre partisans d'une laïcité stricte à celles et ceux qui en défendent une vision plus ouverte.*

Mais, derrière ces débats s'en cache un autre, plus essentiel sans doute. Il porte sur l'intégration de la notion d'identité au sein du discours de gauche en France.

*La laïcité, un concept franco-français*

La laïcité est un concept franco-français qui n'a, quasiment, plus d'équivalent dans le monde. Elle porte la séparation stricte des églises, des cultes, et de l'état. Depuis 1905, elle fait l'objet d'une loi dont l'article 1<sup>er</sup> est ainsi libellé : « *La République assure la liberté de conscience.*

*Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.<sup>1</sup> »*

Comme le précise Jean Birnbaum<sup>2</sup>, « *la laïcité, c'est faire en sorte qu'aucune religion ne puisse mettre la main sur l'espace public, mais aussi que chacun puisse exercer sa liberté de culte et de croyance* ». Ce n'est donc pas une arme au service d'une guerre contre les religions.

La gauche française, dans sa majorité, a été un des artisans de l'adoption de cette loi qui poursuit une visée émancipatrice. Il s'agit de sortir la France de l'emprise de l'Eglise catholique, laquelle, à la fin du XIXe siècle, est encore majoritairement conservatrice et, par certains aspects, contre-révolutionnaire. L'Eglise de France mène la bataille idéologique contre les idées qui ont mené aux cycles révolutionnaires 1789-1793, 1830, 1848 et 1871 mais aussi face à celles qui sont issues de ces périodes d'agitation intellectuelle et politique intense. Mais la loi de décembre 1905 n'est pas qu'un texte de circonstance. Appuyé sur l'ambition républicaine, il a vocation universelle (comme toujours en France).

### *Laïcité républicaine contre laïcité sociale*

Aujourd'hui, plus d'un siècle après son adoption, la loi de séparation des églises et de l'Etat revient dans le débat. La gauche se trouve divisée par deux approches. La première défend une laïcité républicaine intransigeante, qui prône un espace public débarrassé de tout signe religieux, au nom de la lutte contre le communautarisme. La seconde revendique une laïcité au service de la liberté de conscience, vantant la coexistence, dans un même espace public, des différences culturelles et cultuelles. Cette dispute philosophique s'est trouvée aggravée par les conséquences en France de la montée du jihadisme politique, ou islamisme radical, à l'échelle planétaire et des attaques terroristes qui se multiplient au nom de cette idéologie.

Les deux courants qui traversent la gauche se séparent sur l'appréciation de la réalité. Au lendemain des attentats de *Charlie Hebdo*, le courant républicain, voire républicaniste,

---

<sup>1</sup> [Legifrance.fr](http://Legifrance.fr) : loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat, version consolidée au 07 mars 2018, Titre I, article 1er

<sup>2</sup> Jean Birnbaum, entretien à [France Info TV](http://FranceInfoTV.com), le 26 janvier 2017

incarné par le premier ministre d'alors, Manuel Valls, déclare, en substance : « *Nous sommes face à une force réactionnaire, violente et sanglante, il faut la nommer. Elle attaque de front les valeurs non seulement des démocraties libérales mais aussi de la gauche, comme l'émancipation, l'égalité hommes-femmes* ». Cette approche est, il faut le relever, partagée par une partie de la population de confession musulmane, notamment dans sa partie la plus intégrée économiquement. En face, s'exprime une position plus traditionnelle au sein de la gauche à l'égard des questions religieuses. Elle propose, en substance, de revenir aux fondamentaux : la question sociale. La question religieuse est toujours considérée comme une diversion.

Cet affrontement de lignes politiques a été mis en lumière lors de la primaire de la gauche et des écologistes. La défaite de Manuel Valls par Benoît Hamon, qui portait la vision centrée sur le combat social, n'a pas mis fin au débat. Notamment parce que le vainqueur de la primaire a été sèchement battu à la présidentielle. Avec 6,7% des suffrages, Benoît Hamon a connu le pire résultat que la famille socialiste ait connu depuis 1965. Une partie des militants estiment, alors que le congrès du parti socialiste doit se conclure les 6 et 7 avril à Aubervilliers, que les positions de leur candidat sur la laïcité sont, en partie, responsables de cet échec cinglant.

### *Derrière une certaine laïcité, l'islam en point de mire*

Mais la bataille entre les deux courants, que l'on qualifiera pour simplifier de « républicain » pour les défenseurs d'une laïcité intransigeante et de « social » pour ceux qui prônent la supériorité de la question économique et sociale sur les enjeux liés au fait religieux, ne se limite pas au seul camp socialiste. Si les partisans d'une laïcité sociale, refusant d'en faire un enjeu central, ne s'organisent pas, il en va autrement pour les tenants de la première ligne. Dans la foulée de la manifestation monstre du 11 janvier 2015, ils ont créé le « Printemps républicain », dont le politologue Laurent Bouvet est un des principaux idéologues.

Auteur de *L'Insécurité culturelle*, Laurent Bouvet défend une approche de la laïcité comme fondement de l'identité républicaine de la France. « *La laïcité ne se résume pas aux textes juridiques qui le déclinent (la loi de 1905 ou celle de 2004 sur le port de signes religieux ostentatoires au sein des établissements scolaires). La laïcité est au fondement même de notre*

*contrat social républicain, et elle commande donc, en profondeur, notre rapport au religieux en tant que Français, que l'on soit croyant ou non.*<sup>3</sup> »

Approfondissant le propos, le directeur de la fondation Jean-Jaurès, Gilles Finchelstein, estime qu'il faut redéfinir l'identité de la France autour d'un « *consensus républicain autour de la laïcité et de l'immigration* »<sup>4</sup>. Il explicite son propos très clairement : « *Pourquoi la laïcité ? Parce que, tout simplement, elle est au coeur de l'identité de la France et du malaise identitaire français. Parce que, derrière la laïcité, se niche la question de l'islam - une religion plus récente, dont le poids s'accroît, dont la visibilité s'étend et dont la peur qu'elle suscite progresse ; une religion travaillée, au surplus, par un islam politique qui veut tester la République et par un dévoiement terroriste qui combat la France, et d'abord les musulmans eux-mêmes.* »<sup>5</sup>

La laïcité intransigeante, « républicaine », se définit donc par rapport à un autre, dans un temps et un environnement donné. Ses partisans oublient, dans les faits, la vocation universelle que lui assignaient les pères fondateurs. Mais, en revanche, ils actent que l'immigration de masse se traduit aujourd'hui par l'importation de pratiques culturelles nouvelles qui questionnent le modèle français d'intégration. C'est une des clés de la notion d'insécurité culturelle.

### *Insécurités culturelles*

Christophe Guilluy, géographe et alors consultant pour les bailleurs sociaux, est un des premiers à employer cette expression « *pour décrire le ressenti des catégories populaires confrontées à l'intensification des flux migratoires dans le contexte nouveau de l'émergence d'une société multiculturelle* »<sup>6</sup>. L'auteur précise encore : « *Les entretiens avec les habitants révélaient l'anxiété des populations, générée par leur changement de "statut culturel". Tous*

---

<sup>3</sup> Laurent Bouvet, entretien accordé au [Figaro](#) le 5 novembre 2017

<sup>4</sup> Gilles Finchelstein, *Piège d'identité : réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie*, Fayard, Paris, 2016,

<sup>5</sup> Gilles Finchelstein, *op cit.*

<sup>6</sup> Christophe Guilluy, *La France périphérique*, Flammarion, Paris, 2014

*les anciens habitants exprimaient une forme d'insécurité liée au passage d'un statut de "référént culturel" majoritaire à celui d'une minorité qui ne pèse plus dans le quartier.<sup>7</sup> »*

La thèse a déchaîné les débats, qui recourent, peu ou prou, les lignes de fracture observées autour du débat sur la laïcité. Laurent Bouvet, dans son livre éponyme, approfondit l'intuition de Christophe Guilluy tout en s'en démarquant. Le politologue identifie trois dimensions à l'insécurité culturelle : une donnée économique, au travers de la peur du déclassement, un facteur plus culturel en lien avec les modes de vie d'une partie de la population immigrée, un rapport de rupture avec les élites entre ceux qui vivent bien malgré la crise et les autres qui en pâtissent. En désaccord avec Christophe Guilluy, Laurent Bouvet estime que cette insécurité ne touche pas que les « petits blancs » et autres perdants de la mondialisation. Selon lui, elle frappe également ceux qui sont pointés comme étant en partie à l'origine : les minorités immigrées les plus stigmatisées. Enfin, la politologue indique que, en France, elle se voit renforcée par le sentiment d'être abandonnés par les élites : « *Le "jeune de banlieue" et le "petit blanc" ou "Français de souche" ont davantage d'intérêts communs que divergents, ils ont en commun des intérêts sociaux notamment, et disent la même chose de ceux d'en-haut.*<sup>8</sup> »

### *Contre le libéralisme politique*

En ce sens, Guilluy comme Bouvet reprennent le travail initié par Jean-Claude Michéa, selon lequel le mouvement socialiste, forgé dans la défense de la classe ouvrière puis se fondant dans la gauche au début du XXe siècle, a abandonné cette mission au profit de la défense des minorités (sexuelles, ethniques, de genre) dans la foulée de « Mai 68 ». Le philosophe voit là la victoire du libéralisme politique, qui promeut l'individu de manière absolue, sur le socialisme originel. A contrario, Jean-Claude Michéa défend un « *postulat anthropologique* » selon lequel « *l'être humain n'est pas, comme l'exigeait le libéralisme des Lumières, un individu "indépendant par nature" et guidé par son seul "intérêt souverain", mais, au contraire, un "animal politique" dont l'essence ne peut se déployer que dans le cadre toujours déjà donné d'une communauté historique.*<sup>9</sup> »

---

<sup>7</sup> Christophe Guilluy, *ibid.*

<sup>8</sup> Laurent Bouvet, *L'Insécurité culturelle*, Fayard, Paris, 2015

<sup>9</sup> Jean-Claude Michéa, entretien à l'hebdomadaire [Marianne](#), le 4 janvier 2014

Pour faire vivre cette communauté historique, pour nourrir le sentiment d'appartenance, il faut créer une identité commune, à partir d'un récit collectif accepté. C'est bien l'enjeu de la laïcité, pour une partie de la gauche. Parce que, comme le rappelait le philosophe Henri Peña-Ruiz dans sa communication au colloque organisé par les Comités laïcité république, le 7 mai 2011, la laïcité est d'abord un projet politique.